



## Comprendre la violence urbaine, dans l'espace public...

En complément à la réflexion précédente, menée sur les notions et les ressorts de la violence, il est judicieux de les mettre dans le contexte actuel.

Cela prend la forme d'un regard sur ce qui se vit dans notre société et dans le monde.

En ce qui nous touche actuellement, il paraît évident de pointer la question de la violence urbaine et plus généralement celle qui nous préoccupe au quotidien dans notre espace public.

Le spectre est donc large, allant des émeutes telles que la France les a connues en passant par la délinquance de rue (Joe et bien d'autres cas, parfois plus anodins) mais aussi par toutes les petites incivilités (tags, dégradation de mobilier urbain, etc.) que connaissent nos espaces publics, plus souvent urbains, périurbains que ruraux.

Certes, entre des émeutes et un tag, il y a une marge dans l'événement lui-même, sa violence et son analyse mais des clés de lecture communes peuvent se dégager pour comprendre - non pour justifier - mais surtout pour agir.

Dans un premier temps et avant tout débat, je voudrais mettre en évidence les points suivants:

### ***1. Le fait violent, l'agression subie, ressentie ou pensée en termes de menace, me renvoie à la notion d'insécurité.***

Il faut bien à la fois distinguer et prendre en compte deux approches :

- celle de l'insécurité / le fait ;
- et celle d'insécurité/ le sentiment.

Les deux sont complémentaires mais n'ont pas le même statut. En effet, l'insécurité correspond à un vécu de proximité. Le fait d'avoir vécu une agression ou une violence soi-même ou par un proche peut provoquer un sentiment légitime d'insécurité. A ne pas confondre avec ce sentiment diffus (et diffusé) d'insécurité que l'on peut vaguement ressentir ; le monde et la société étant violents, la population est de facto en insécurité latente, permanente.

Pour le dire autrement, il y a lieu de distinguer entre la violence subjective et objective. La confusion vient du fait que le sentiment d'insécurité qui sert de base (certains diront de justification) aux politiques pénales et de sécurité ne fait pas cette séparation entre l'émotion et la raison. Mon émotion me guide quand c'est moi qui me fait voler mon portefeuille, mais la raison devrait guider mon agent de quartier à relativiser l'événement. A une autre échelle, le monde politique se cale sur l'émotion collective plutôt que sur la raison, le raisonnable propre à la fonction politique. Le dérapage clair se trouve dans les médias avec cette affaire de sortie foot du meurtrier présumé de Joe...

### **L'insécurité donc face aux faits ou l'insécurité face à un sentiment diffus.**

Les deux ne sont pas pareilles. Si la seconde n'est pas replacée à sa juste place, elle pourra ouvrir la porte aux politiques sécuritaires, le but étant de rassurer la population en développant des politiques policières et de contrôle généralisées.

## ***2. A la suite logique du point précédent, il faut analyser les politiques de lutte contre l'insécurité comme des politiques qui articulent :***

- le répressif et le (au) préventif,
  - le policier et le judiciaire,
- les deux privilégiant les axes suivants :

**Le premier, l'axe de prévention** / gestion des risques. Le mot « risque », la notion de risque, de menace est piégée lorsque qu'on l'analyse du point de vue social. Le risque est pour qui et porte sur quoi (sur le riche ou le jeune... sur le fait délinquant ou la cause qui le provoque...) ? Quel est l'indicateur de résultat : le jeune intégré ou le quartier tranquillisé ? Qui alors constitue la population-cible des politiques ? Qui sont ceux avec qui l'on peut s'allier... Les acteurs de la réponse peuvent être alors, soit des intervenants sociaux, soit au contraire, des intervenants policiers ou judiciaires.

Parler de risques n'est-ce pas déjà un cliché ? N'implique-t-il pas une suite logique : il y a un risque parce qu'il y a un délinquant ? On retourne donc au fait plutôt qu'à sa cause. Le risque touche alors le fait lui-même (qu'il faut faire disparaître) plutôt que la personne dans son comportement et son expression violente...

Cette succession de questions me pousse à dire que cet axe porte sur la sécurisation par le contrôle social, policier et judiciaire.

Penser des politiques en gestion de risques, c'est faire l'impasse sur les individualités et donc quelque part sur les politiques d'aide, par exemple.

J'en ai déjà parlé plus longuement lors du colloque consacré à la relation entre mondialisation, drogue et toxicomanie (voir l'analyse publiée en 2005 : « Mondialisation, drogue et toxicomanie. Points de repère et regard sur l'action sociale »).

**Le second axe** est d'ailleurs celui-là. La réponse politique réside dans le degré d'articulation entre le répressif, le préventif, le policier et le judiciaire.

Le mixte (ou le non-mixte) entre des ingrédients conduit à un Etat pénal ou sécuritaire ou socio-pénal, ou liberticide ou socio-sécuritaire. Le choix indiquera le type et le niveau de réponses à l'insécurité : du progrès social, passant par l'intégration et la valorisation de tous, au vecteur du contrôle social doux ou fort.

Ces termes renvoient à des réalités différentes mais aussi à des choix politiques effectués à des moments donnés par un Etat (différence entre la France de Sarkozy et notre Belgique d'Onkelinx).

A chacun de relire alors les programmes des partis politiques. Il y a des différences et des choix de société.

Bien sûr, ces deux axes sont à articuler entre eux. Il y a une différence entre la prévention du fait et la prévention en amont menée, par exemple, par une maison de jeunes en vue d'épanouir un quartier et les jeunes qui y vivent.

D'autres articulations sont possibles, par exemple, différencier le policier du judiciaire (différence d'acteurs, de temps...).

Pour être très bref, je dirais que face aux trois ressorts-clés de la violence, les sociétés occidentales apportent des réponses qui ne visent pas à les faire s'exprimer de manière juste, canalisée mais plutôt à les isoler (en les traitant comme risque délinquant...).

Voici les trois ressorts-clés de la violence tels que définis par le philosophe Jean Michel Longneau :

1. désir de toute puissance ;
2. désir de fusion ;
3. sentiment que tout m'est dû.

### ***3. L'espace public s'est transformé.***

La ville dans son concept, ses fonctions et ses dimensions a changé.

«Pour nous donner une idée, en 1900, il y avait 11 agglomérations de plus d'1 million d'habitants ; il y en avait 350 en l'an 2000 ». (*Urbain vilain*, dans *Signe des temps*, revue de Pax Christi Wallonie-Bruxelles, numéro 1/2006).

La ville, comme lieu de mixité intégratrice, devient davantage un lieu de co-existence entre les mondes parallèles où l'« entre-soi » joue un rôle-clé.

La mixité est vue comme une tension, un risque, une violence à la fois pour les uns et les autres.

Les uns : ceux qui « possèdent » la ville, ceux qui la font vivre par la culture dominante, l'économie florissante, ceux qui activent les fonctions de l'entreprise, de la bourse, du savoir, du pouvoir. Cette partie de ville donne le ton des politiques urbaines et sécuritaires. Cette partie de ville doit être sûre et donc sécurisée. Elle correspond aux symboles de la culture dominante : le modèle du capitalisme marchand dans lequel l'individualisme se trouve si bien.

Les autres, ceux qui vivent en cercles concentriques de plus en plus lâches, sont les laissés pour compte de l'urbanisation. Ils se créent eux-mêmes un espace marginal, marginalisé, marginalisant et à terme dangereux.

Le ville ordonne sur son territoire des hiérarchies sociales de plus en plus fortes dans lesquelles ceux qui se trouvent au bas de l'échelle ont du mal à trouver une place, leur place, dans l'espace communautaire global. Pire, cet espace leur est dénié, renvoyé comme une tare face au modèle dominant.

Ce renvoi honteux et méprisant provoque effectivement la révolte ...

La ségrégation sociale, reflet des rapports sociaux, et ce dans un espace au fond assez petit, provoque des tensions et des violences.

Violence, due tout autant à la disparité économique, culturelle et sociale entre les uns et les autres, que parce que ce rejet / non-intégration / non-reconnaissance et donc non-vivre-ensemble, est insupportable pour les autres.

#### **4. Dans ce sens le ville est un lieu :**

- du territoire segmenté, « désaggloméré » entre groupes sociaux ;
- de fractures sociales (la relation entre riches et pauvres) et dans une composante secondaire entre natifs et non natifs (la question des migrants est elle-même complexe et sujette à une large stratification sociale).
- de fractures symboliques. L'expression de la diversité des cultures « modernes » ou populaires se fait sans véritable synthèse et dans la ségrégation. Songeons ici à la promotion des cultures locales diverses et diversement reconnues par les uns et les autres. Dans cette logique, il est à la fois, pour chaque groupe social, difficile de se constituer une identité communautaire (ou collective) et de la voir se confronter à d'autres. Certaines sont reconnues, d'autres non ou moins facilement.

#### **5. Dans cet espace de cité fracturée, les choix stratégiques des uns et des autres ne sont finalement peut-être pas si différents :**

- la peur d'autrui et la peur pour soi comme reflexe à la fois enfermant, excluant et totalisant ;
- la solitude partagée ;
- l'enfermement asymétrique : les autres vivent celui-ci comme une honte et une frustration sur au moins deux plans :
  - celui de l'accession au monde des uns (par exemple par la consommation) ;
  - celui de la reconnaissance ;
  - celui de l'absence d'espace réel d'expression et de construction collective (faiblesse ou instrumentalisation d'une partie des logiques associatives, par exemple ; pas de réelle prise en considération par le politique dont le rôle est pourtant la prise en compte de l'ensemble de l'espace).

#### **6. Quelles réponses donner ?**

Aucune réponse n'est évidente.

En reprenant les champs d'action développés par *Signes des temps, Urbain vilain*, nous pouvons citer quatre ou cinq lieux d'accrochage pour élaborer des réponses :

- la création d'emploi ;
- la formation générale et spécialisée ;
- repenser la ville comme territoire de construction collective, lieu de résistance et de création (page 16 de *Signes des temps* déjà mentionné) ;
- politiser la ville, en faire un vrai sujet de débat en veillant à donner la parole à ceux qui se taisent ou ne sont pas entendus. C'est là qu'il faut développer un travail citoyen.

C'est sur ces terrains-là, essentiellement, que l'intégration devra s'opérer. Pas en croyant que l'« occupationnel » dans les cités/ghettos suffira comme carotte et la police comme bâton.

—

Août 2006.

Benoît Albert, secrétaire général .

Sources :

Signes des temps, Urbain vilain, numéro 1/2006.

Le Monde diplomatique, août 2006

Plusieurs numéros de La Revue Nouvelle

Séminaire de politique sociale / Ecole sociale de Namur

Formation au Centre Catholique pour la Formation en cours de Carrière des membres du personnel de l'enseignement, le 30 août 2006.

***Avec le soutien du Service Education permanente de la Communauté française***